



QUAND MEDIA-PRESS VEUT HUBERT ET L'ARGENT D'HUBERT

Mercredi 25 septembre à 14h00, la direction de Plurimedia a convoqué les salariés de Colombes à une assemblée générale.

Mieux vaut tard que jamais : près de six mois après le rachat de la société, Krzysztof Cechnicki, président du conseil d'administration de Media-Press.TV, daignait enfin se présenter à son personnel. Il s'est exprimé en allemand et a demandé à l'improviste à un salarié parlant la langue de faire office de traducteur en français. C'est ensuite Magdalena Cechnicka, directrice générale et membre du conseil d'administration de Media-Press.TV, qui a pris la parole.

Pendant une dizaine de minutes, les salariés de Plurimedia ont eu droit à un éloge de la société, de son rachat, de tout ce que la collaboration avec Media-Press.TV pouvait lui apporter. Avec, au passage, un petit mea-culpa sur le manque de communication de la nouvelle direction au cours des derniers mois, et l'assurance que cela allait changer.

Quand c'est au tour de Christian Töpfer, directeur général de Plurimedia, de s'exprimer, les salariés ne s'attendent pas à autre chose qu'un point sur la situation de l'entreprise et sur ses projets. A la place, une annonce aussi brutale qu'inattendue : la convocation prochaine des élus du personnel pour le démarrage d'une information/consultation concernant une restructuration du service icono à Colombes concernant moins de 10 salariés.

La formulation maladroite et peu assurée du directeur général force à lui faire répéter plus clairement. Tout le monde comprend alors que la direction annonce le licenciement probable de 9 des 12 salariés en CDI de ce service. Elle se prive certainement de le faire disparaître totalement afin d'éviter d'entrer dans le cadre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE), plus contraignant et plus coûteux. Comme nous l'avons bien compris depuis longtemps, il n'y a pas de petites économies.

S'en est suivi un échange lunaire avec les salariés, Christian Töpfer feignant ne pas comprendre les questions et, surtout, semblant ne pas même saisir la violence d'une telle annonce.

La procédure veut que sur un tel sujet, l'entreprise informe en priorité le comité d'entreprise. En parler ainsi publiquement avant même le début de toute procédure constitue en soi un délit d'entrave. Mais en dehors de toute considération juridique ou procédurale, cette méthode est surtout irrespectueuse. Il n'y a certes pas de « bonne » façon d'annoncer une telle nouvelle, mais il en existe des particulièrement abjectes.

Les salariés du service icono apprennent ainsi sans ménagement, après un début de réunion consacré à glorifier l'entreprise, qu'ils seront très prochainement mis dehors, sans plus de détails. Il leur faudra, comme pour les élus, attendre la première réunion officielle de la DUPE sur le sujet pour en savoir plus. Les risques psycho-sociaux induits par une telle méthode sont de taille : qui sait comment chacun peut réagir dans les heures et jours qui suivent après un tel choc ? Surtout après plusieurs mois, pré et post-rachat, d'ambiance anxiogène au sein de l'entreprise. Les salariés des autres services n'en sont pas moins choqués : personne n'est ravi de voir des collègues traités avec un tel mépris, chacun comprend aussi que son tour peut venir dans les prochains mois.

Dans la motion de défiance massivement adoptée en juin, les salariés de Plurimedia exprimaient leur manque de confiance en la nouvelle direction pour assurer l'avenir de l'entreprise et de ses emplois. Ils ont aujourd'hui la réponse : Media-Press.TV n'a que faire de ses équipes et de leur avenir, se contentant de prendre tout ce qu'il y a prendre sans aucune considération pour celles et ceux qui ont fait de Plurimedia ce qu'elle est aujourd'hui. La direction n'est pas incompétente comme on pouvait le craindre : elle est simplement malveillante et emploie des méthodes inhumaines.

Dans l'e-mail à l'attention des équipes de Strasbourg envoyé peu après la réunion à Colombes, Krzysztof Cechnicki enfonce le clou. Il parle de « *petite* » restructuration, les concernés apprécieront l'adjectif, et d'un « *ajustement* » d'organisation. Il incite à rester « *concentré sur la qualité de notre travail et la satisfaction des clients* ». La qualité du travail des salariés du service icono et la satisfaction de leurs clients les a semble-t-il condamnés à se faire mettre à la porte : que doivent en conclure leurs collègues ?

Saluons également le courage de la direction qui a déserté les locaux quelques minutes après l'assemblée générale. Les rats quittent le navire. Et quel navire ! Serions-nous le Titanic ?

Six mois après le rachat, 10 salariés ont déjà quitté Plurimedia et 9 seront probablement contraints à le faire par la direction dans les prochaines semaines. Six mois après le rachat, des tâches ont été transférées en Pologne, des dizaines de milliers de photos siphonnées sur PhotoTele.com au mépris des lois. Nous savons aujourd'hui qu'une équipe francophone existe en Serbie, à des salaires bien inférieurs à ceux de leurs collègues français, faisant peser une grave menace sur les postes dans l'Hexagone.

Nous sommes certes en colère, mais aussi tristes de voir notre entreprise victime du pillage et de l'odieux sabotage de ses nouveaux propriétaires. Le service culture, quasiment vidé de toute son équipe, survit difficilement. Aujourd'hui, c'est le service icono qui est attaqué. Demain, ce peut être n'importe lequel autre, que ce soit à Colombes ou à Schiltigheim. Car ne nous leurrions pas : Media-Press.TV a eu les yeux plus gros que le ventre en rachetant Plurimedia et a déjà fait la démonstration de son empressement à faire des économies. Pourtant, le travail ne manque pas et certains services auraient bien besoin de main-d'œuvre supplémentaire.

Nous sommes déterminés à défendre les droits et la dignité de chaque salarié de l'entreprise, et entreprendrons à leurs côtés toutes les actions et démarches qui s'imposent.